

L'Espresso, n° 324 - 26 ottobre 2006

né en 1983, le CSM a déjà connu des médecins de sa génération, qui ont obtenu un rendez-vous, un entretien ou un poste de chef de service. La dernière en date est arrivée en juillet 2008 avec la révocation de la Coordonnatrice. Il est probable que le prochain CSM sera composé de médecins de la génération actuelle.

[illegible]

SACRER PAR LE JOURNALISME

Autre point important : le texte précise l'importance de la saine discipline du Conseil supérieur de la magistrature sur les journalistes. Un point sur lequel les commentateurs des lois ont insisté, car il s'agit d'un aspect qui n'est pas toujours pris en compte par les juges. Le Conseil supérieur de la magistrature doit être chargé du blâme des juges des parquets s'ils ne respectent pas les règles de la déontologie.

CSM : QUELLE AUTONOMIE BUDGÉTAIRE ?
Un amendement de la proposition précise que l'association nationale budgétaire du CSM doit être assurée dans les conditions déterminées par une loi de finances... L'article 12 de la loi organise du 5 février 1994 sur le CSM dispose que les crédits nécessaires au fonctionnement du Conseil supérieur sont individualisés au sein du budget du ministère de la Justice (ministre Jean-Marie LeClerc). Cet élé-

[illegible]

La majorité a voté en faveur du projet de loi. Mais le groupe socialiste, bien que reconnaissant les progrès accomplis dans ce texte, s'est dit « totalement opposé à la manière dont sont nommés les membres du CSM », idem pour le groupe CRC. Quant au RDSE, ses membres se sont abstenus. La tenue est adossée à 189 pour et 152 contre. C'est désormais au tour des députés d'Assemblée Nationale.

raints quant à la composition réelle du CSM. D'abord, le président de la République et le garde des Sceaux s'inscrivent eux-mêmes dans la

statues sur les dominations. Il serait au nombre de sept face à huit personnalités catholiques dont six seront nommés par le président de la

positions introduites par la commission des lois qui impose aux formations du CSM de s'auto-évaluer régulièrement en matière d'éthique. Une disposition

consensus des lois veut
s'assurer d'apporter quelques précisions
en l'absence d'une commission de
enquête chargée de filtrer les
révisions des statistiques avant les

du 3 février 1994 sur le CSM dispose que les crédits alloués au fonctionnement du Conseil supérieur sont individualisés au sein du budget du ministère de la Justice, rubrique Jean-Benoît Lecoq. Cette dispo-